

- (- LE CONTROLE DE LA PRODUCTION LAITIERE A L AIDE DES QUOTAS
- (- UNE POLITIQUE DE PRIX REALISTE (MOINS 0.5 0/0 EN ECUS PAR RAPPORT A LA PRECEDENTE CAMPAGNE).
- (- LA RATIONALISATION DES AIDES ET DES PRIMES POUR DIFFERENTS PRODUITS.
- (- LE RENFORCEMENT DE LA PREFERENCE COMMUNAUTAIRE PAR UN ENSEMBLE DE MESURES SUR DIVERS PRODUITS SENSIBLES..

CET ACCORD COMPORTE DES DEPENSES SUPPLEMENTAIRES PAR RAPPORT AUX PROPOSITIONS INITIALES DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DE 892 MIO ECUS EN 1984 ET DE 1.364 MIO ECUS EN 1985.

M. DALSAGER, APRES AVOIR SOULIGNE CE TOURNANT DECISIF DANS L'EVOLUTION DE LA PAC COURONNANT PLUS DE 3 ANS D EFFORTS DEPLOYES PAR LA COMMISSION POUR L'ADAPTER AUX CONDITIONS ECONOMIQUES NMUVZLLES, A NOTAMMENT DECLARE QUE LA COMMISSION INTERPRETE L ACCEPTATION DU AGUET MODIFIE COMME UNE CONFIRMATION DE L ACCORD REALISE AU CONSEIL EUROPEEN ET AU CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' STIPULANT QUE LE CONSEIL PRENDRA LES DECISIONS NECESSAIRES POUR ASSURER LE FINANCEMENT DU BUDGET COMMUNAUTAIRE EN 1984.

TOUTES LES DELEGATIONS ONT DONNE LEUR ACCORD DE PRINCIPE SUR LE REGIME DEROGATOIRE D'IMPORTATION DE BEURRE DE NOUVELLE-ZELANDE POUR LES ANNEES 1984/88, NE DECIDANT TOUTEFOIS QUE POUR LA QUANTITE PREVUE POUR LA PERIODE AVRIL/MAI 84 ET EXPRIMANT UN PREJUGE FAVORABLE POUR UNE QUANTITE TOTALE DE 83.000 T. EN 84.

PAR AILLEURS, IL A ETE CONCLU QUE LE MANDAT POUR ENTAMER LES NEGOCIATIONS TARIFAIRES SUR LES SUBSTITUTS DE MAIS (CORN GLUTTEN) ETAIT ACQUIS.

2.2 CONSEIL 'ECO/FIN' (2 AVRIL)

(-----)

A) FMI : PROCHAINES REUNIONS

LE CONSEIL A ADOPTE LE TEXTE DU DISCOURS DE LA PRESIDENCE POUR LES REUNIONS DU COMITE INTERIMAIRE ET DU COMITE DU DEVELOPPEMENT LES 12 ET 13 AVRIL DONT L OJ COMPORTERA LES POINTS SUIVANTS : LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE (CONSOLIDATION DE LA REPRISE, INSTABILITE DES TAUX DE CHANGE, NIVEAU DES TAUX D'INTERETS, ELEMENTS DU 'POLICY MIX', MAITRISE DES DEFICITS BUDGETAIRES,...), L'ENDETTEMENT INTERNATIONAL ET LA POLITIQUE D'AJUSTEMENT DES PVD, LA POSSIBILITE D UNE NOUVELLE ALLOCATION DE DTS.

CONCERNANT LA RECONSTITUTION DE L'AID VII, LE CONSEIL A EVOQUE LORS DU DEJEUNER LA POSSIBILITE DE CREER UN FONDS SPECIAL DESTINE A COMBLER EN PARTIE LES 3 MILLIARDS MANQUANTS, MAIS UNE RESERVE EMPECHE ENCORE L ADOPTION D'UNE POSITION COMMUNE.

B) INTEGRATION FINANCIERE

(- LIBERALISATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX : LE COMITE MONETAIRE SE PRONONCE UNANIMEMENT EN FAVEUR DES OBJECTIFS DE LIBERALISATION DE LA COMMISSION. CETTE DERNIERE ACHEVERA CET ETE SES TRAVAUX D EXAMEN DES CLAUSES DE SAUVEGARDE DES PAYS SOUS CONTROLE DES CHANGES.

(- CAPITAUX A RIS... : LE CONSEIL EST DESORMAIS EN MESURE D'ADOPTER DANS LES PLUS BREFS DELAIS DEUX PROPOSITIONS DE DIRECTIVES CONCERNANT L'HARMONISATION ET LA LIBERALISATION DES OPERATIONS DES ORGANISMES DE PLACEMENTS COMMUNS DE VALEURS MOBILIERES.

C) PRET EUROPEEN D INNOVATION DANS LES PME
LE CONSEIL A DEFINI UNE BASE DE TRAVAIL SUR LE PRINCIPE DU PRET (100 MIO ECUS SUR NIC III) QUI DEVRAIT LUI PERMETTRE DE PRENDRE UNE DECISION DEFINITIVE LORS DE SA SESSION DE JUIN.

D) FRANCHISES FISCALES VOYAGEURS
LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD, ENCORE ASSORTI DE RESERVES, SUR L AUGMENTATION A 280 ECU DE LA FRANCHISE QUI POURRAIT ETRE APPLIQUE A PARTIR DU 1ER JUILLET.

ENFIN, LE CONSEIL A PROCÉDÉ A UN EXAMEN DE CERTAINES MODALITÉS PRATIQUES DU SYSTÈME DE CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES QUI AVAIT ÉTÉ PRIS EN CONSIDÉRATION PAR LE CONSEIL EUROPÉEN. LE CONSEIL 'AFFAIRES GÉNÉRALES' DE LUNDI SERA SAISI DES RÉSULTATS DE CET EXAMEN.

2.3 QUESTIONS BUDGÉTAIRES

(-----)
M. TUGENDHAT A SOUMIS A LA COMMISSION L ENSEMBLE DES PROBLEMES LIES A L EXECUTION DU PRESENT BUDGET COMPTE TENU NOTAMMENT DU COUT DE CERTAINES DES MESURES COMPRISES DANS LE COMPROMIS SUR L AGRICULTURE. LA COMMISSION ENTEND SOUMETTRE AU CONSEIL DES PROPOSITIONS SUR LA MANIERE D'ASSURER LA COUVERTURE DU BUDGET 1984 POUR LEQUEL AU MOINS DEUX MILLIARDS D ECUS SUPPLEMENTAIRES SERAIENT NECESSAIRES. LA COMMISSION A TENU UN DEBAT D'ORIENTATION ET ARRETERA SES PROPOSITIONS AU CONSEIL DES LA MI-AVRIL.

LA COMMISSION A EGALEMENT DECIDE UNE SERIE DE MESURES EN VUE D ETABLIR UN CONTROLE ENCORE PLUS RIGOREUX SUR L'ENSEMBLE DES CREDITS DU BUDGET 1984, AUSSI BIEN ENGAGEMENTS QUE PAIEMENTS. ELLES VISENT NOTAMMENT A ETALER LES PAIEMENTS AFIN QUE LA COMMISSION CONSERVE UNE MARGE DE MANOEUVRE SUFFISANTE, AU COURS DES PROCHAINS MOIS, POUR FAIRE FACE A TOUTES DIFFICULTES IMPREVUES.

M. TUGENDHAT A EGALEMENT DONNE DE PREMIERES INDICATIONS SUR LA PREPARATION DE L AVANT-PROJET DE BUDGET POUR 1985 QUI SERA PARTICULIEREMENT DIFFICILE A ETABLIR ET A GERER EN RAISON DU NIVEAU ELEVE DES DEPENSES AGRICOLES (L'EFFET DES MESURES DE REFORME NE SERA QUE PROGRESSIF) ET DU MAINTIEN DU PLAFOND DES RESSOURCES A UN POINT DE TVA. LES CONSEQUENCES DE CETTE SITUATION POUR LES PRINCIPALES MASSES BUDGETAIRES SERONT ETUDIEES ET LA COMMISSION ENTEND ARRETER SES DIRECTIVES SUR LA STRUCTURE DU BUDGET AVANT L'INTERRUPTION DE PAQUES.

(VENDREDI DERNIER, LA COMMISSION -APRES REEXAMEN DE LA SITUATION DE SA TRESORERIE- A RENONCE A DEMANDER AUX ETATS MEMBRES LE VERSEMENT ANTICIPE DES RESSOURCES PROPRES PERCUES PAR EUX EN FEVRIER. IL A DE CE FAIT ÉTÉ MIS FIN A UNE SITUATION POUVANT MENER A UN CONFLIT D INTERPRÉTATION AVEC UN ETAT MEMBRE.)

2.4 INFORMELLE '' AIRE SOCIALES'' (PARIS, - AVRIL)

(-----)
DEUX THEMES PRINCIPAUX ETAIENT A L'ORDRE DU JOUR LORS DE CETTE REUNION A LAQUELLE ASSISTAIT M. RICHARD : LE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE ET LA POLITIQUE FAMILIALE ET DEMOGRAPHIQUE, DEUX SUJETS RELATIVEMENT NOUVEAUX POUR DES DEBATS MINISTERIELS AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE.

2.5 INAUGURATION DU ''JET'' A CULHAM

(-----)
APRES 4 ANNEES DE PREPARATION, LE JET, QUI EST LE TOKAMAK LE PLUS GRAND ET LE PLUS AMBITIEUX AU MONDE, REALISE AU MOYEN DE FONDS PROVENANT PRINCIPALEMENT DE LA COMMUNAUTE, SERA INAUGURE LE 9 AVRIL. L'ACHEVEMENT DE SA CONSTRUCTION PERMET D'ENTAMER UN PROGRAMME D'EXPERIENCES DE SEPT ANS VISANT A DEMONTRER LA POSSIBILITE D'UTILISATION DE LA FUSION NUCLEAIRE COMME SOURCE D'ENERGIE A LONG TERME.

M. DAVIGNON, COMMENTANT LE PROGRAMME DANS CETTE MATIERE, A NOTAMMENT DECLARE CE LUNDI QUE LA FUSION THERMO-NUCLEAIRE DOIT PERMETTRE DE DEGAGER, UNE FOIS DOMESTIQUEE, UNE ENERGIE QUASIMENT NON POLLUANTE ET QUASIMENT INEPUISABLE. IL A SOULIGNE LE FAIT QUE L'EUROPE SE PRESENTE AUJOURD'HUI COMME UNE ENTITE UNIQUE ET COHERENTE DANS LA RECHERCHE SUR LA FUSION ET LE ROLE IMPORTANT DE CO-LEADER AVEC LES USA QUE LA COMMISSION JOUE DANS LE GROUPE DE TRAVAIL ''TECHNOLOGIE-CROISSANCE-EMPLOI'' INSTAURE AU LENDEMAIN DU SOMMET DE VERSAILLES ET DONT L'ACTION VISE A ATTEINDRE UN CONSENSUS SUR LES OBJECTIFS ET LES STRATEGIES DES TROIS GRANDS PROGRAMMES FUSION (EUROPE, USA, JAPON) POUR FACILITER LA COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 RELATIONS ACP-CEE

A) NEGOCIATIONS MINISTERIELLES

(-----)
M. PISANI FERA RAPPORT MARDI AU CONSEIL SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES NEGOCIATIONS ET METTRA EN EVIDENCE DANS CE CONTEXTE LES THEMES SUR LESQUELS DE L'AVOS DE LA COMMISSION, LA COMMUNAUTE DEVRAIT CONCENTRER SES TRAVAUX EN VUE DE LA CONFERENCE MINISTERIELLE QUI AURA LIEU A FIDJI DEBUT MAI.

B) COMITE DES AMBASSADEURS (30 MARS)

(-----)
BONNE REUNION DE PREPARATION DU CONSEIL DU 2 MAI QUI SE TIENDRA A FIDJI DANS LE CADRE DES INSTITUTIONS DE LOME II.

(- FRAISES : LA COMMUNAUTE PRESENTE SES PROPOSITIONS QUE LES ACP JUGENT INSUFFISANTES (CALENDRIER, TAUX DE REDUCTION DU DROIT, QUOTA). CONSULTATIONS FORMELLES PREVUES POUR BIENTOT.

(- AFLATOXINE, TAXE SUR LES MATIERES GRASSES, FLEURS DU KENYA INQUIETUDES ACP QUANT A DES PROJETS DE NOUVELLES REGLEMENTATIONS CEE ET CRAINTES DE TENDANCES GENERALES AU PROTECTIONNISME. LES ACP RECLAMENT UNE FERME DECLARATION DE PRINCIPE CEE ET LE RETRAIT DE PROJETS AFFECTANT LES INTERETS ACP.

(- SONS : A EXAMI. A NOUVEAU SUR LA BASE DE JNNEES STATISTIQUES RECENTES.

(- SUCRE

(REALLOCATION DE QUOTAS DEVANT L'INSISTANCE ACP, CONFIRMATION DE LA POSITION DE LA COMMISSION SELON LAQUELLE IL N Y A PLUS DE QUOTA DISPONIBLE.

(PRIX 1984-85 INQUIETUDES ACP.

(LES DECISIONS ARRETEES LE LENDEMAIN PAR LE CONSEIL AGRICULTURE PERMETTENT D ENTAMER INCESSAMMENT LES PROCEDURES DE NEGOCIATIONS AVEC LES ACP).

(- STABEX :

(DEMANDE FIDJI : REPONSE CEE NEGATIVE. LES ACP L'EVOQUERONT AU CONSEIL.

(NIEBE : ENCORE A L EXAMEN.

(ACCORD POUR TIRAGE ANTICIPE SUR UNE PARTIE DE LA TRANCHE 1983, POUR BOUCLER L EXERCICE 1982.

(INSISTANCE COMMUNAUTE POUR COOPERATION STATISTIQUE ET POUR AVOIR LES RAPPORTS SUR L UTILISATION DES TRANSFERTS.

(PLAINTES ACP AU SUJET DES PROBLEMES NON RESOLUS ET DES DEFICIENCES DU SYSTEME (DONT RAPPEL DE ''CREANCES'' NON HONOREES SUR 1980-81). VIVE MISE AU POINT DE M. FRISCH.

(- CACAO : INSISTANCE ACP POUR UNE ATTITUDE CEE POSITIVE SUR LE NIVEAU DES PRIX, A DISCUTER AVEC EUX.

(- ORIGINE PRODUITS DE LA PECHE : LES ACP DEMANDENT QU'AVANT FIDJI LA COMMUNAUTE SE DECLARE SUR DEUX PROPOSITIONS ACP CONCERNANT LA DEFINITION DE ''LEURS BATEAUX'' ET LE DECHARGEMENT DE POISSONS PECHEES DANS LA ZEE.

(- COOPERATION INDUSTRIELLE : LE RAPPORT (DE PORTEE LIMITEE) SUR LE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE SERA SOUMIS AU CONSEIL.

(- ELARGISSEMENT : LA COMMUNAUTE DIFFUSE UNE NOTE D'INFORMATION SUR LES NEGOCIATIONS ET PROPOSE DES CONTACTS COMMISSION-ACP, POUR ECOUTER LEURS PREOCCUPATIONS (1ERE RENCONTRE : 5 AVRIL).

(- TRANSPORTS MARITIMES : LA COMMISSION PRODUIRA UNE NOTE SUR LA MISE EN OEUVRE DE L ANNEXE XIX, Y COMPRIS SUR RATIFICATION DU CODE DE CONDUITE PAR LES ETATS MEMBRES.

3.2 AMERIQUE LATINE

(-----
LA COMMISSION A ADOPTE UN RAPPORT AU CONSEIL SUR LES (''ORIENTATIONS POUR UN RENFORCEMENT DES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET L'AMERIQUE LATINE''). ELLE ESTIME LE MOMENT PARTICULIEREMENT OPPORTUN POUR UNE TELLE INITIATIVE ALORS QUE L AMERIQUE LATINE TRAVERSE UNE CRISE ECONOMIQUE TRES GRAVE TOUT EN EVOLUANT DE FACON POSITIVE ET DEMOCRATIQUE DANS LE DOMAINE POLITIQUE.

EN DEPIT DE L'AMLIORATION PROGRESSIVE DES ACTIONS COMMUNAUTAIRES DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT AINSI QUE DANS LE DOMAINE COMMERCIAL COMME DANS CELUI DE LA COOPERATION ECONOMIQUE, LES RELATIONS SONT RESTEES TRES FRAGMENTEES ET LE PROFIL POLITIQUE ET ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE EST RESTE ASSEZ BAS. IL IMPORTE DONC DE DEFINIR UNE POLITIQUE SPECIFIQUE A L'EGARD DU CONTINENT (QUI TIENNE CEPENDANT COMPTE DES GRANDES DIFFERENCES QUI CARACTERISENT LES PAYS LATINO-AMERICAINS) EN RAISON DES COMPLEMENTARITES ECONOMIQUES, DE LA NECESSITE D'APPUYER L'EVOLUTION DEMOCRATIQUE ET DES PERSPECTIVES DE L'ADHESION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL.

EN CE QUI CONCERNE LES SECTEURS, LA COMMISSION ESTIME QU'ETANT DONNE LES DIFFICULTES D'ACCROITRE SES EFFORTS DANS LES DOMAINES DES ECHANGES, DE L'AIDE ALIMENTAIRE ET DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET FINANCIERE, L'ACTION DEVRAIT SURTOUT PORTER SUR D'AUTRES DOMAINES, EN PARTICULIER :

- (- LE TRANSFERT DES RESSOURCES POUR SOUTENIR LES EFFORTS DE DEVELOPPEMENT A LONG TERME EN PROPOSANT D'INVITER LA BEI A UTILISER AUSSI EN FAVEUR DE L'AMERIQUE LATINE DES RESSOURCES FINANCIERES.
- (- LA COOPERATION ENERGETIQUE OU DES ACTIONS SONT DEJA EN COURS.
- (- LA COOPERATION INDUSTRIELLE PAR DES ACTIONS CONJOINTES DES PME ET DANS LE DOMAINE MINIER.
- (- LA COOPERATION SCIENTIFIQUE ET LA FORMATION.
- (- L'INFORMATION ET LES ECHANGES CULTURELS POUR EVITER MALENTENDUS ET INCOMPREHENSIONS RECIPROQUES. LA COMMISSION NOTE EN PARTICULIER L'IMPORTANCE DE LA CREATION D'UN INSTITUT EURO-LATINO AMERICAIN.

LA COMMISSION SE RESERVE DE FAIRE LES PROPOSITIONS CONCRETES APPROPRIEES, Y INCLUANT LES IMPLICATIONS FINANCIERES NECESSAIRES, A LA LUMIERE DES RESULTATS DES DISCUSSIONS AU CONSEIL DUDIT RAPPORT.

3.3 JAPON

(-----
M. FIELDING A TRANSMIS AUX AUTORITES JAPONAISES, LE 2 AVRIL, UNE NOUVELLE LISTE DE DEMANDES DE LA COMMUNAUTE, ETABLIE AVEC LE CONCOURS DU COMITE 113. CETTE LISTE REVISE ET COMPLETE LA LISTE DE DECEMBRE 1981, REVISEE EN NOVEMBRE 1982, POUR TENIR COMPTE DES DECISIONS DEJA PRISES PAR LE JAPON, POUR MAINTENIR LA PRESSION SUR CE PAYS ET AFIN QUE D'AUTRES QU'ELLE MEME NE SOIENT PAS LES SEULS BENEFICIAIRES DES MESURES QU'IL POURRAIT PRENDRE AVANT LE SOMMET DE LONDRES.

LA COMMUNAUTE DEMANDE ESSENTIELLEMENT AU JAPON D'AUGMENTER SES IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES (GRACE AUX ACHATS PUBLICS, A DES REDUCTIONS DE SES TARIFS ET UN ELARGISSEMENT DE SES CONTINGENTS, A L'ACCEPTATION DES NORMES INTERNATIONALES ET L'AMELIORATION DES PROCEDURES DE CERTIFICATION, A LA LIBERALISATION DE SON MARCHÉ FINANCIER ET A L'OUVERTURE DE SON SYSTEME DE DISTRIBUTION).

LA COMMUNAUTE SOUHAITE EGALEMENT QUE LE JAPON POURSUIVE UNE POLITIQUE DE MODERATION DE SES EXPORTATIONS VERS LA COMMUNAUTE DANS LES SECTEURS "SENSIBLES".

3.4 USA : CONSULT. ONS PECHE

(-----)
LES NEGOCIATIONS QUI SE SONT DEROULEES A WASHINGTON LE 26 MARS POUR LE RENOUELEMENT DE L ACCORD PECHE CEE/USA QUI EXPIRE LE 30 JUIN N ONT PU PROVISOIEMENT ABOUTIR.

3.5 NIGERIA : VISITE M. PISANI (29 MARS)

(-----)
M. PISANI, QUI A DU ABREGER SA VISITE DU FAIT DES FUNERAILLES DU PRESIDENT SEKOU TOURE A CONAKRY, A EU UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF D ETAT MR. BAHARI AU COURS DUQUEL IL A ETE QUESTION DES PROBLEMES COURANTS DE L'AFRIQUE ET DE LA CONTRIBUTION A SON DEVELOPPEMENT QU'APPORTERA LA NOUVELLE CONVENTION ACP/CEE.

IL A EGALEMENT RENCONTRE LE MINISTRE DU PLAN AVEC QUI IL S'EST ENTRETEU DE DIVERS DOMAINES DE LA COOPERATION (EDUCATION, SYVICULTURE, IRRIGATION, INFRASTRUCTURE ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL).

3.6 PAYS DU GOLFE

(-----)
LE COREPER A ETE INFORME DES DISCUSSIONS QUE LES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP ET DAVIGNON ONT EUES LES 29 ET 30 MARS AVEC LE DR ABDULLA EL-KUWAISE, SECRETAIRE GENERAL ADJOINT (AFFAIRES ECONOMIQUES) DU CONSEIL DE COOPERATION DU GOLFE (GCC).

LA VISITE A EU LIEU A LA SUITE D UNE MISSION DES SERVICES DE LA COMMISSION A RYAD EN MARS 83 A L'ISSUE DE LAQUELLE UNE CERTAINE COOPERATION TECHNIQUE A EU LIEU ENTRE LE GCC ET LA COMMISSION. LES ENTRETIENS ONT RESULTE EN UNE MEILLEURE COMPREHENSION DES INTERETS DES DEUX PARTIES SUR L'AVENIR DE LEURS RELATIONS. LEUR COOPERATION TECHNIQUE SERA POURSUIVIE ET ELARGIE.

3.7 ACIER : VOLET EXTERNE

(-----)
SUITE A L ACCORD DES AUTORITES BRESILIENNES SUR LE TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION, L'ARRANGEMENT SUR LA FONTE POUR 1984 A ETE SIGNE LE 3 AVRIL.

LE COREPER EST PARVENU A UN ACCORD SUR L'ARRANGEMENT AVEC L ESPAGNE QUI PERMETTRA A LA COMMISSION DE LE SIGNER DANS LES PROCHAINS JOURS.

LES NEGOCIATIONS AVEC LA NORVEGE, SEUL PAYS A NE PAS AVOIR ENCORE RENOUELE L ARRANGEMENT POUR 1984, SE POURSUIVONT ENCORE CETTE SEMAINE. LA COMMISSION A FAIT SAVOIR AUX AUTORITES NORVEGIENNES QUE DANS LE CAS OU LES DEUX PARTIES NE PARVIENDRAIENT PAS A UN ACCORD DANS LES TOUT PROCHAINS JOURS, LES PRODUITS SIDERURGIQUES NORVEGIENS IMPORTES DANS LA COMMUNAUTE SERONT SOUMIS AUX PRIX DE BASE.

(PARALLELEMENT A CES NEGOCIATIONS, LES SERVICES DE LA COMMISSION ENTRETIENNENT DES CONTACTS AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL SUR LEURS POLITIQUES DE RESTRUCTURATION).

3.8 POLITIQUE TEXTILE

(-----)

CHINE

UNE DELEGATION DE LA COMMUNAUTE, CONDUITE PAR M. LENG, S EST
RENDUE A PEKIN DU 19 AU 29 MARS POUR LA REPRISE DES NEGOCIATIONS
TEXTILES CEE/CHINE. UN PROTOCOLE ADDITIONNEL A ETE PARAPHE QUI
INTRODUIT DANS L'ACCORD, A LA DEMANDE DE LA COMMUNAUTE,
NOTAMMENT DES DISPOSITIONS ANTI-FRAUDE ET ANTI-GONFLEMENT
(SURGE). IL FIXE PAR AILLEURS, POUR CERTAINS PRODUITS, LES
QUANTITES QUI POURRONT ETRE EXPORTEES PAR LA CHINE PENDANT LA
DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD (1984-1988).

CINQ NOUVELLES LIMITATIONS A L EXPORTATION VERS LA CE ONT ETE
FIXEES AINSI QU UN CERTAIN NOMBRE D'AUTRES LIMITATIONS
CONCERNANT UNE OU PLUSIEURS REGIONS DE LA COMMUNAUTE. LA
DELEGATION DE LA COMMUNAUTE A ACCEPTE D AJUSTER, A LA HAUSSE,
CERTAINS NIVEAUX DE LIMITATIONS QUI DEMEURENT TOUTEFOIS
COMPATIBLES AVEC LA POLITIQUE TEXTILE DE LA COMMUNAUTE.

LES RESULTATS OBTENUS TRADUISENT L'IMPORTANCE QUE LES DEUX
PARTIES ATTACHENT AU DEVELOPPEMENT DE LEURS RELATIONS
ECONOMIQUES ET COMMERCIALES.

3.9 NOUVEL INSTRUMENT DE POLITIQUE COMMERCIALE

(-----)

LE NOUVEL INSTRUMENT DE POLITIQUE COMMERCIALE EST INSCRIT A
L ORDRE DU JOUR DU CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DE MARDI. LES
DERNIERS DEBATS AU COREPER ONT PERMIS DE RESOUDRE LA QUASI
TOTALITE DES POINTS EN SUSPENS A L EXCEPTION DU POINT CLEF DES
ENGAGEMENTS DES PAYS TIERS.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
64215 EURCOM UWXXXXX
2222